

Indicateurs de croissance : de la comptabilité nationale au rapport Stiglitz-Sen

■ Définitions : les distinctions utiles

Croissance

Il s'agit de l'augmentation de la production. Dans le cadre de la comptabilité nationale, celle-ci est mesurée par le Produit Intérieur Brut (PIB), c'est-à-dire l'ensemble des biens produits (et pris en compte par la Comptabilité nationale) par les agents économiques résidents. Le PIB se mesure par la somme des valeurs ajoutées brutes, augmentée de la Taxe sur la valeur ajoutée et des droits et taxes sur les importations, et diminuée des subventions sur les produits.

Comptabilité nationale

C'est un système rationnel qui permet de collecter, traiter et diffuser de l'information économique. Elle permet de fournir des agrégats sur l'état d'un pays, en comparant avec les autres pays, ou en replaçant la situation économique du pays dans une perspective historique.

■ Mise en perspectives : confronter l'histoire et l'actualité

La construction des systèmes de comptabilité nationale

La comptabilité nationale est une construction d'État, dans le sens où c'est pour les besoins du Prince que les systèmes de comptabilité nationale ont été conçus. D'ailleurs, il n'est pas innocent que le terme « statistique » et le terme « État » aient la même étymologie. Il s'agit en effet d'un outil de contrôle, de prévision, de pouvoir. Les économistes mercantilistes au XVII^e siècle sont les premiers à prôner justement leur mise en place (William Petty en Angleterre ou

Jean-Baptiste Colbert et Vauban en France). L'objectif est de mieux visualiser les capacités contributives de chacun, de façon à mieux planifier l'imposition pour financer notamment les guerres.

Mais les réflexions concernant la mise en place d'une comptabilité nationale restent relativement rudimentaires. Il faudra en réalité attendre le XX^e siècle, et la Première Guerre mondiale pour qu'une comptabilité nationale digne de ce nom soit construite. Là encore, elle permet de répondre aux besoins de l'effort de guerre. Par la suite, l'interventionnisme keynésien entérine l'utilisation permanente de cet outil, dans la mesure où mener des politiques économiques nécessite de pouvoir avoir une vision claire de la conjoncture économique. C'est d'ailleurs une des raisons d'être des organismes de collecte des statistiques, comme en France l'Institut National de la Statistique et des Études économiques (INSEE) ou de l'Institut National des Études Démographiques (INED).

Les procédures d'élaboration de la comptabilité nationale

Depuis les années 1950, il a fallu procéder à une harmonisation des comptabilités nationales au niveau mondiale, sous la houlette de l'ancêtre de l'Organisation de Coopération et de Développement Économique, puis de l'Organisation des Nations Unies. Cela a permis de mettre en place ce que l'on appelle le « Système de comptabilité nationale » (SCN), qui est régulièrement revu pour tenir compte des modifications structurelles de l'économie. Dans le cadre européen, cette harmonisation est poussée plus loin (construction européenne oblige, il faut pouvoir mieux comparer les données nationales entre elles) au sein d'un « Système européen des comptes » (SEC). Le dernier SCN date de 1993, et le dernier SEC date de 1995.

Le rapport Stiglitz-Sen : améliorer les systèmes de comptabilité nationale

Le rapport rédigé en 2009 par la Commission sur la mesure de la performance économique et du progrès social (créée en 2008 par Nicolas Sarkozy), présidé par les deux économistes Joseph Stiglitz et Amartya Sen propose de réformer les indicateurs de croissance tels qu'ils sont produits dans le cadre de la Comptabilité Nationale. Il s'agit de mieux prendre en compte le bien-être (ou le progrès social) de la population, mais également la soutenabilité du mode de vie. Ce rapport adopte une définition « pluridimensionnelle » du bien-être. Ces différentes dimensions concernent les conditions de vie matérielles (revenu, consommation, richesse), mais aussi la santé, l'éducation, la participation à la vie politique, les rapports sociaux, l'environnement, la sécurité, etc. Prendre en compte un maximum de dimensions nécessite donc de construire de nouveaux outils. À cette fin, la Commission propose un « tableau de bord » composé de 3 ensembles, concernant les « questions classiques relatives au PIB », la « qualité de vie » et « le développement durable et l'environnement ».

Ce tableau de bord rassemblerait diverses statistiques censées refléter le bien-être, les performances économiques, le progrès social.

Concrètement, les propositions de ce rapport sont nombreuses, et il est difficile de les recenser de manière exhaustive. Toutefois, nous pouvons en citer quelques-unes, parmi les plus importantes. Par exemple, au lieu de se focaliser sur le PIB, on pourrait davantage prendre en compte le Revenu disponible national brut (RDNB). Le RDNB étant égal au PIB, plus le solde de tous les revenus et transferts courants avec le reste du monde, on obtient un agrégat qui représente non plus la production, mais le revenu disponible, et donc la capacité à consommer et le niveau de vie des ménages. Le rapport préconise également d'accorder plus d'importance à la répartition des richesses. En effet, une richesse très concentrée ne bénéficie pas à la majorité, si bien qu'elle symbolise un faible bien-être. Il convient donc de prendre en compte la dispersion des richesses, par exemple en ne prenant pas en compte le revenu disponible moyen, mais le revenu disponible médian.

La Commission propose en outre de prendre en compte les « dépenses défensives », c'est-à-dire les dépenses nécessaires pour maintenir le fonctionnement de la société, mais qui n'améliorent pas le bien-être, mais accompagnent d'autres activités sources d'utilité. On peut citer par exemple les dépenses de transport entre le logement et le lieu de travail (dues à l'urbanisation), ou les dépenses pour les prisons. Ces dépenses sont comptabilisées dans le PIB comme des productions comme les autres. Or, on peut les considérer plutôt comme des consommations intermédiaires, nécessaires pour accéder à d'autres productions, mais qui ne sont pas source de bien-être. Dès lors, il faudrait les retirer du PIB, qui serait ici, dans cette mesure, surévalué.

Autre proposition de la Commission : mieux prendre en compte la soutenabilité, en intégrant non seulement les flux statistiques, mais également les stocks (de ressources naturelles, mais aussi de capitaux physiques, social ou humain). D'une manière générale, les stocks constituent un patrimoine, et plus on les consomme, moins ils seront disponibles à l'avenir. Cela vaut pour les ressources naturelles, mais également pour le patrimoine économique, alimenté par l'épargne. Or, la croissance, si elle se fait au détriment de ces stocks, ne peut être soutenable. On ne peut croître indéfiniment en s'endettant (et donc en constituant un patrimoine économique négatif), cela peut donner lieu à des crises (comme celle de 2008). Tout le problème est d'évaluer certains de ces stocks (notamment pour les ressources naturelles).

Le rapport conseille par ailleurs d'intégrer les services domestiques autoproduits. Cela ne doit pas poser de problèmes insurmontables, mais il faut disposer néanmoins de données fiables. De même, il préconise d'intégrer les loisirs, dans la mesure où un actif qui produit la même chose qu'un second actif, mais en moins de temps, dispose de davantage de loisirs, et donc d'un bien-être supérieur.

Il est par ailleurs conseillé de prendre en compte le bien-être subjectif, donc vécu par les ménages. Par ailleurs, prendre en compte la qualité de vie nécessite

d'intégrer et d'améliorer les mesures chiffrées de la santé, de l'éducation, de la représentation politique, des relations sociales, l'environnement, la sécurité, les inégalités (entre sexes, entre groupes socioprofessionnels, ou dues aux phénomènes migratoires).

■ Poser le problème : enseignements et enjeux

L'information économique n'existe pas en tant que telle, comme toute information. Elle n'est pas et ne peut pas être objective. En réalité, elle est construite par celui qui la collecte, la traite, et la diffuse. De ce point de vue, les systèmes de comptabilité nationale ne font pas exception, et sont donc de vastes constructions. En ce sens, ils ne sont pas exempts de critiques, et doivent être modifiés.

Tout d'abord, la comptabilité nationale ne peut prendre en compte que des échanges qui ont une valeur. Or, la valeur est fondée sur les prix attribués par les marchés. Corrélativement, ne sont pris en compte que les échanges marchands. Or, une partie importante des échanges se fait hors marché : les échanges domestiques, ce que l'on appelle l'autoproduction, mais également la production réalisée par les administrations publiques (même si on tente de les intégrer en les évaluant maladroitement à leur coût de production).

Du coup, on peut déduire de la critique précédente que la comptabilité nationale est dominée par une vision du monde particulière, qui réduit beaucoup les richesses à la production marchande. Certes, il faut relativiser cette critique dans la mesure où des tentatives pour intégrer la production non marchande sont effectuées. Malgré tout, l'ensemble de la production non marchande n'est pas comptabilisée. Il est d'ailleurs difficile de la prendre en compte, dans la mesure où, par définition, elle ne passe pas sur le marché, qui permet de lui attribuer un prix, donc une valeur. On peut donc dire que de ce point de vue, la comptabilité nationale sous-évalue les richesses produites.

Une critique importante est aussi avancée en ce que le PIB surévalue les richesses produites. En effet, le PIB intègre des productions qui sont en réalité la manifestation d'externalités négatives que l'on tente de réparer. En effet, plus une économie est caractérisée par des accidents, de la délinquance, ou de la pollution, et plus son PIB augmente, puisqu'il faudra réparer, soigner, emprisonner, dépolluer, etc., bref, dépenser et produire de nouveaux services. Autrement dit, théoriquement, une certaine part du PIB ne devrait pas être comptabilisée, car il est difficile de tenir les dépenses de sécurité ou de dépollution pour de nouvelles richesses créées.

D'autres critiques peuvent être également formulées, comme l'imprécision de certaines données. Il faut en effet attendre trois ans que les données soient vérifiées. Évidemment, si révisions il y a, elles sont relativement marginales,

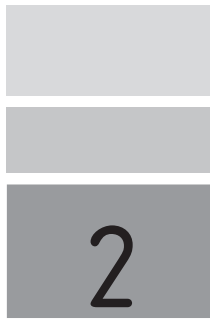
mais cela pose le problème de la précision des données les plus récentes malgré tout. Par ailleurs, des adaptations du SCN ou du SEC ont régulièrement lieu. Les méthodes de calcul ou les définitions sont revues, si bien que les statistiques ne comptabilisent pas forcément la même chose avant et après cette révision. Du coup, des « sauts » dans les séries statistiques ont lieu.

Si la prise en compte de ces critiques n'est pas toujours aisée, il faut toutefois admettre que des efforts sont produits. D'abord le rapport Stiglitz-Sen, au-delà de toutes ses limites, propose de réelles avancées. Ensuite, sur la base de ce rapport, l'INSEE, en France, réunit actuellement des données conformément aux trois axes qu'ont proposées les rapporteurs. Toutefois, cela n'a pas encore donné lieu à la construction d'un tableau de bord précis, rendant compte de quelques données statistiques pertinentes.

On peut conclure sur le fait que les statistiques, en tant que construction sociale et vision de monde, sont le fruit de leur contexte et des structures économiques. Lorsque ce contexte ou ces structures changent, il est dès lors logique que l'on cherche à modifier ces statistiques, ce que l'on tente actuellement de réaliser.

■ Un livre à lire

Joseph Stiglitz, Amartya Sen et Jean-Paul Fitoussi, *Rapport de la commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social*, 2009.



Révolution industrielle : de la vapeur aux NTIC

■ Définitions : les distinctions utiles

Révolution industrielle (en général)

C'est le processus de changement rapide qui a concerné l'industrie britannique au XVIII^e siècle, dont les conséquences ont affecté l'ensemble de l'économie (particulièrement l'agriculture) et l'ensemble de la société. L'usage de cette expression permet de désigner un processus à la fois brutal et global.

Nouvelle économie

En décembre 1996, un magazine économique américain utilisait le terme de « nouvelle économie » semble-t-il pour la première fois, pour désigner le secteur des nouvelles technologies. En revanche, Patrick Artus considère cette définition comme insuffisante, et propose : « On appelle nouvelle économie un ensemble d'évolutions et de mécanismes : apparition des nouvelles technologies, de nouveaux biens et services liés à ces technologies [...] leur incorporation dans les processus de production y compris de la vieille économie, (aboutissant à une) réorganisation des entreprises autour de formes plus flexibles, modification de la nature des rémunérations ».

■ Mise en perspectives : confronter l'histoire et l'actualité

Les trois révolutions industrielles

La première révolution industrielle est anglaise. En un siècle, le revenu par habitant est multiplié par deux pour une population deux fois plus nombreuse. Elle naît de l'invention, par James Watt en 1776, de la machine à vapeur (avec laquelle la chaleur devient mouvement), et de ses applications dans les filatures et les tissages de coton, puis dans les chemins de fer vers 1830. La deuxième révolution débute aux États-Unis. Thomas Edison crée la première

centrale électrique en 1882. Si « la fée électricité » de Raoul Dufy date de 1937, les Français la découvrent à travers la machine à coudre Singer ou le tramway Siemens lors de l'exposition universelle de 1881. La troisième révolution industrielle est celle de l'électronique, de ses conséquences sur l'informatique, ses applications par les entreprises, et depuis 1995, l'explosion d'internet. C'est l'aboutissement d'un changement séculaire : de la radio à la miniaturisation du transistor jusqu'à l'apparition des puces dans les années 1970.

Qu'est qu'une nouvelle économie ?

On note dans l'histoire un certain nombre de régularités qui permettent de caractériser une « nouvelle économie ». D'abord, l'enthousiasme pour décrire le monde nouveau. Par exemple, Victor Hugo écrit que le monde jusque-là divisé, devient grâce aux chemins de fer un « monde où tout est vivant, accouplé, confondu ». On pourrait trouver des déclarations analogues à propos de l'électricité ou d'internet. Ensuite, elle est toujours la réponse à des changements culturels qui la rendent possible voire souhaitable : la place des femmes dans la société anglaise au XVIII^e siècle, la volonté d'accéder aux savoirs aujourd'hui, en passant par la recherche du confort personnel à travers la santé ou l'habitat vers 1900. Enfin, la nouvelle économie est diverse : le nombre d'entreprises est croissant puis se réduit par la concentration. Les « start up » de la fin du XX^e siècle sont le pendant des plus de 3000 entreprises d'électricité présentes aux États-Unis en 1900. La croissance des géants de l'informatique aujourd'hui est semblable à celle de General electric qui passait de 25 % du marché en 1911 à 71 % en 1914. Pour finir, la nouvelle économie est aussi facteur d'instabilité financière. La crise de 29 est un krach de la nouvelle économie : la radio, le transport aérien et l'électricité. Le géant américain Insull (25 % de la production) a vu par exemple ses actions passées de 570 dollars en 1929 à 1 dollar en 1931.

■ Poser le problème : enseignements et enjeux

Le changement économique passe par des accélérations qui le rendent soudain irrésistible. À chaque fois, toute la question est de faire la part des choses entre la permanence – la révolution industrielle – et la nouveauté – la nouvelle économie.

■ Que dit la théorie économique ?

La nouvelle économie : quoi de neuf ?

Citons trois économistes qui ont contribué à l'étude de la nouvelle économie. L'économiste de la croissance Dominique Guellec (*Économie de l'innovation*, 1999) met en avant l'instabilité financière inhérente à l'innovation en raison du volume des investissements nécessaires pour mettre en place un réseau (ferroviaire ou internet), investissements qui provoquent des anticipations de profit exceptionnel. La bulle financière est souvent inévitable. Dans son livre (*La croissance, début de siècle*, 2002), Robert Boyer réintègre la nouvelle économie dans une perspective qui est celle de l'école de la régulation. L'avènement des NTIC n'est qu'un aspect des changements institutionnels. Enfin, Joseph Schumpeter qui a fait du caractère récurrent de l'innovation la clé pour comprendre la dynamique de la croissance. Leur point commun à tous les trois, c'est bien que la « nouvelle économie » est toujours une affaire bien connue.

■ Un livre à lire

François Caron, *Les deux révolutions industrielles du XX^e siècle*, 1999, « Pocket agora », n° 200.

Voir également, Patrick Artus, *La nouvelle économie*, 2001, La Découverte, coll. « Repères ».